

Ces disparités internes sont le reflet des inégalités économiques qui existent sur une échelle plus vaste, entre les États de la région. La SADCC compte actuellement dix économies, différentes par leur taille, leur force et leurs possibilités<sup>25</sup>. Pourtant, chacune est beaucoup trop petite, à divers égards, pour pouvoir réussir de façon indépendante. C'est cette difficulté qui a surtout motivé la SADCC à choisir le régionalisme pour les décennies qui viennent.

Après s'être concentrés, dans les années 1980, sur le développement des infrastructures dans le but de contrer la puissance économique de l'Afrique du Sud dans la région, les membres de la SADCC cherchent maintenant des moyens de combiner plus efficacement leurs énergies et leurs maigres ressources pour accroître la capacité économique globale de la région. Leurs plans pour les années 1990 gravitent autour de deux impératifs jumeaux, à savoir «entreprise, compétences et productivité» d'une part, et l'intégration régionale, d'autre part, éléments que la SADCC estime essentiels à un développement durable. Par contre, ce qui est assez différent, dans ce type de «régionalisme», c'est le désir de la SADCC d'équilibrer la croissance régionale. Sous l'appellation «intégration du développement», le régionalisme «à la SADCC» est une approche équitable à l'intégration économique, qui insiste à la fois sur la production et les échanges. On espère que, grâce à la coordination, plutôt qu'à la concurrence, tous les membres pourront bénéficier dans une certaine mesure du succès global, malgré les disparités régionales. Le principe sur lequel se fonde la SADCC, comme le faisait remarquer le D<sup>r</sup> Makoni, est que «le marché est un bon serviteur, mais bien évidemment un mauvais maître<sup>26</sup>».

Nombre d'aspects de cette approche restent encore à préciser, particulièrement le rapport de la SADCC avec les autres leviers économiques en place, par exemple la Zone d'échanges préférentiels (PTA) et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), mais il faut applaudir à ce souci de réduire la pauvreté dans l'ensemble de la région en même temps que d'assurer la croissance économique globale. Il est certain qu'il faudra surmonter plusieurs obstacles, et non des moindres, par exemple modifier les attitudes et établir la confiance, mais l'énergie et les ressources libérées par le démantèlement progressif de l'apartheid ont suscité l'exaltation et l'espoir. Les membres de la SADCC se doivent de repenser l'avenir de l'organisation et de la région.

## Réintégration de l'Afrique du Sud

Le facteur potentiellement le plus explosif de ce nouveau programme sera une Afrique du Sud devenue démocratique. L'économie sud-africaine, malgré ses profondes lacunes, a quand même trois fois la taille de celles de toutes les économies membres de la SADCC. Élément assez singulier, elle intervient pour les trois quarts du PIB de la région et les quatre cinquièmes de la valeur ajoutée à la fabrication. De plus, avec un bon tiers du total de la population d'Afrique australe, c'est le plus grand marché national de la région. Il ne fait pas de doute que la SADCC est en ménage avec un «éléphant».

<sup>25</sup> Voici les membres de la SADCC et leur PNB per capita en dollars U.S. pour 1980 : Mozambique (80), Tanzanie (120), Malawi (120), Zambie (390), Lesotho (470), Angola (620), Zimbabwe (650), Swaziland (900), Namibie (1 030), Botswana (1 600). À titre de comparaison, le PNB per capita en Afrique du Sud était de 2 470 \$. Sources : *Africa Recovery Brief*, d'après les données de l'ONU, de la Banque mondiale, du FMI, de la FAO, de l'UNICEF et de la *South African Reserve Bank*.

<sup>26</sup> ONU, *African Recovery Brief* n° 4, p. 12.